

Democratic Republic of the Congo (the): Interview du Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix

Original published date: 24 Jan 2012

Country: Democratic Republic of the Congo (the)

Theme: Peacekeeping and Peacebuilding, Protection and Human Rights, Recovery and Reconstruction

Content format: News and Press Release

Language: French

Source: UN Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo

Origin notes: <http://monusco.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1069&ctl=Details&mid=1143&ItemID=16189>

Kinshasa, 24 janvier 2012 - Au cours de sa visite officielle en République démocratique du Congo, M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint des Opérations de maintien de la paix, a fait la déclaration suivante, dans une interview qu'il a accordée à Radio Okapi, la Radio de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Bonjour M. Hervé Ladsous, vous effectuez votre première visite en RDC depuis votre nomination au Département des opérations de maintien de la paix. Peut-on savoir l'objet de cette visite?

J'occupe mes fonctions depuis trois mois. J'ai tenu à ce que l'une de mes premières visites de terrain soit ici en République démocratique du Congo pour comprendre, pour découvrir, pour parler, pour écouter aussi, et voir tout ce que nous pouvons faire encore mieux pour aider la République démocratique du Congo à travers la MONUSCO qui est, vous le savez, la deuxième mission la plus importante des Nations Unies dans le monde, à sortir de ses difficultés, à progresser vers un avenir que je crois prometteur.

La MONUSCO, conformément à la Résolution 1991, a apporté son soutien logistique et technique dans l'organisation des élections de novembre 2011. Qu'envisagent de faire les Nations Unies pour contribuer à l'apaisement du climat politique actuel qui est très tendu en RDC en raison des contestations des résultats pour certains candidats ?

Il y a effectivement beaucoup de leçons à apprendre dans la manière dont se sont passées les élections présidentielles, les élections législatives ; il va y avoir maintenant des élections provinciales, des élections locales. Et, évidemment, les Nations Unies, la MONUSCO, sont en appui pour faire en sorte que ce processus de politique interne qui relève de l'appréciation des citoyens du Congo puisse se passer dans des conditions sans cesse améliorées. Donc, il y a des leçons à apprendre, il y a des messages à entendre, et il y a certainement des mesures à prendre pour faire en sorte que ce processus, qui est essentiel, permette à une réconciliation nationale de se passer dans les meilleures conditions, dans le respect de l'Etat de droit, et avec l'objectif de trouver des solutions durables pour l'avenir du pays.

Votre visite prévoit un déplacement à Goma. En dépit des efforts consentis par la MONUSCO et les autorités congolaises, des groupes armés comme les FDLR sont toujours très actifs dans l'Est du Congo. Que comptent faire les Nations Unies pour anéantir définitivement toutes ces forces négatives?

Il faut effectivement que l'Etat congolais réaffirme son autorité sur l'ensemble de son territoire. Il y a donc toute une série de mesures à prendre pour faire en sorte que tous ces groupes armés cessent de nuire, et de nuire d'abord à la sécurité, à l'intégrité des groupes entiers de la population. Donc, la protection des civils est effectivement un aspect majeur et central du mandat de la MONUSCO. Mais, il faut aussi que la réforme du secteur de la sécurité, d'une manière générale, et spécifiquement l'armée du pays, puisse réaffirmer et réassumer son autorité sur l'ensemble du territoire et c'est vrai que c'est dans l'Est du pays que la situation est la plus complexe, et que des mesures doivent être prises pour mettre un terme à cet état de non droit, car en fait, c'est de cela qu'il s'agit. Un état de non droit qui n'est pas tout simplement acceptable, qui mobilise l'attention de la communauté internationale. Il y a. les groupes internes, il y a aussi les groupes, je dirais, plurinationaux. L'Armée de Résistance du Seigneur par exemple, qui mobilise l'attention et les efforts de plusieurs pays de la région d'Afrique centrale, qui mobilise l'attention de l'Union Africaine. Eh bien, oui, il faut que l'Etat réaffirme et réassume son autorité entière sur l'ensemble de son territoire.

Côté MONUSCO, que comptez-vous faire concrètement, parce que c'est une situation qui dure. Quelles mesures prendre ?

Ecoutez, ça n'est pas simple. Si c'était simple on aurait déjà trouvé la solution. Ça n'est pas simple. La MONUSCO fait beaucoup, avec le soutien de l'ensemble de la communauté internationale, à travers les décisions du Conseil de Sécurité. C'est une question de constance dans l'effort, d'initiative, d'imagination. Mais nous avons l'obligation de progresser dans

cette direction.

La presse congolaise s'interroge déjà sur l'avenir de la MONUSCO dont le mandat expire le 30 juin 2012. Que pouvez-vous apporter comme éclairage à ce sujet à l'opinion publique qui nous écoute sur les antennes de Radio Okapi ?

Je dirais deux choses. Je dirais d'abord que la décision, elle appartient au Conseil de Sécurité qui en a la responsabilité. Deuxièmement, je dirais que la communauté internationale, à travers les Nations Unies, a investi massivement dans ce qui se passe au Congo, et cet investissement nous ne voulons pas tout simplement le laisser se dilapider, se dissiper. Il faut donc que nous continuions à progresser, en accord avec les autorités du pays pour trouver les bonnes solutions pour consolider l'Etat, pour consolider l'Etat de droit, et favoriser la réconciliation nationale qui est, je crois, ce vers quoi tout le monde veut travailler.

Radio Okapi, MONUSCO

27 Jan 2012